

<https://ricochets.cc/La-greve-generale-de-Mai-Juin-1968.html>



La grève générale de Mai-Juin 1968

- Les Articles -

Date de mise en ligne : dimanche 13 janvier 2019

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Extraits d'[un article sur les grèves de mai 68](#) :

La grève est générale, mais aucune des organisations syndicales n'y a appelé à l'exception de la Fédération de l'Education Nationale à partir du 22 mai.

Les revendications communes à l'ensemble des grévistes sont les suivantes : Abrogation des ordonnances contre la Sécurité Sociale, de la réforme Fouchet des universités, de la réforme de la formation professionnelle ; contre le V°plan, garantie de l'emploi et des qualifications ; pas de salaire inférieur à 1000 F par mois (152 euros d'aujourd'hui), semaine hebdomadaire de travail à 40 heures maximum.

Les usines sont occupées, c'est ainsi que dans la région Nord-Pas de Calais, la plus vieille région industrielle de France, 47% des usines le sont, on atteint le chiffre de 87,5% dans les entreprises nationalisées et de 70% dans la métallurgie.

Avec l'occupation des usines se met en place un comité de grève, 70% des usines du Nord-Pas de Calais en ont un, mais seulement 14% d'entre eux ont été élus par les ouvriers en assemblée générale, la plupart du temps le comité de grève est composé exclusivement des responsables syndicaux de l'entreprise.

Le journal patronal Les Echos reflète en quelques mots les inquiétudes de la bourgeoisie en résumant avec lucidité la situation : « Tout le problème pour les états-majors syndicaux qui prennent le » train en marche « est de savoir s'ils pourront longtemps continuer à jouer le rôle de serre-freins. »

Les 25 et 26 mai, un samedi et un dimanche, tous les responsables syndicaux se sont précipités à Grenelle pour négocier avec les représentants du patronat français et le Premier ministre Georges Pompidou qui va annoncer le contenu des accords : augmentation des salaires de 6% et de 35% pour le salaire minimum, voilà pour l'essentiel. On est loin, très loin des revendications de la grève générale. Il s'agit dès lors de faire avaler la pilule aux grévistes, George Séguy choisit l'usine de Renault Billancourt, fief de la CGT, avec ses 30 000 ouvriers, juché sur une passerelle à 10 mètres surplombant la masse de l'assemblée générale, il annonce les résultats de la « négociation », et ce lundi 27 mai une immense clameur monte d'en bas qui le frappe comme une gifle : « Ne signez pas ! » La grève générale s'amplifie, le pouvoir de la bourgeoisie, l'Etat vacille.

A ceux qui sont effrayés, une photo
de ce qui s'est passé en mai 68.
Le smic a été augmenté de 35%

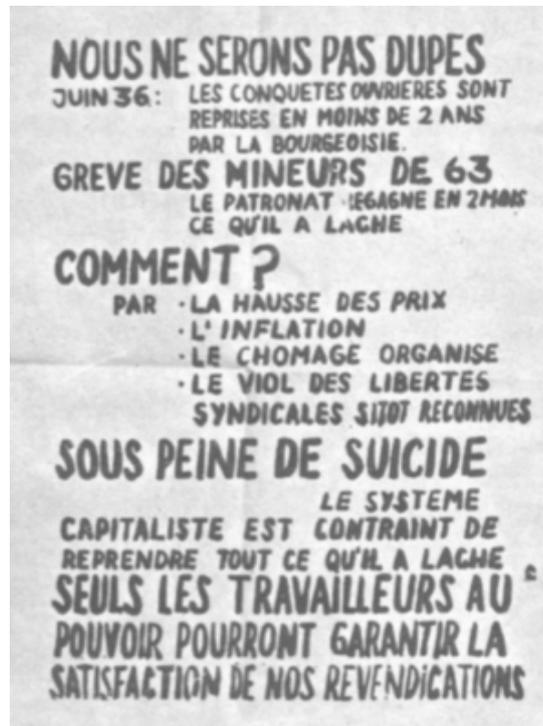


Mai 68 : grève générale et émeutes

- ▶ Voir aussi cet autre article plus détaillé de juillet 2018, extrait : [Bilan et leçons de la grève générale de 68](#)

Le décalage entre la force de la grève générale et ces concessions explique le rejet de Grenelle par la masse des travailleurs, et la poursuite de la grève pendant trois semaines ou plus dans certains secteurs, notamment l'automobile. Pour casser la grève générale, comme nous l'avons vu dans les articles relatant les résistances du mois de juin, la bourgeoisie a bénéficié de trois armes :

- ▶ une répression très violente, qu'elle ne s'était pas permise face à la grève générale, tuant y compris un lycéen et deux ouvriers,
- ▶ le piège des élections, armé de concert avec les politiciens,
- ▶ les pressions et manoeuvres acharnées des directions syndicales pour obtenir la reprise du travail.



Mai 68, avertissement

Les conditions du démarrage

Le développement d'une grève générale semble exiger un « alignement des planètes », c'est à dire des circonstances exceptionnelles qui fracturent la routine de la vie quotidienne. En 68, ces planètes, ce sont au moins les cinq facteurs suivants qui ont fait l'objet d'articles dans cette série :

" des luttes de libération anti-coloniales acharnées et souvent victorieuses comme en Algérie, à Cuba ou en Indochine. Rappelons en plus la création en 1966 de la Tricontinentale qui rassemble les révolutions et organisations révolutionnaires qui affirment leur indépendance par rapport aux deux grands blocs.

" une révolte anti-autoritaire, et souvent anticapitaliste, à commencer par celle de la jeunesse, qui depuis au moins Berkeley en 1964 aux Etats-Unis s'étend assez vite dans tous les pays industriels

" l'espoir d'un socialisme démocratique grâce aux luttes anti-bureaucratiques dans les pays dits « socialistes », notamment en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie. Les maoïstes de tous pays de l'époque auraient ajouté la « Grande Révolution Culturelle ». Il s'agissait en fait plus d'une manoeuvre d'appareil de Mao, mais l'important ici, c'est qu'ils croyaient dans sa nature anti-bureaucratique, autrement dit d'alternative au modèle russe.

" en France même, une fragilisation de la chape de plomb gaulliste. En 1965, De Gaulle a cette été réélu, mais il a été mis en ballottage par Mitterrand. Et plus important, et plus rapproché de Mai et Juin 1968, lors des élections du printemps 1967, le bloc parlementaire de droite ne sort majoritaire que d'un député, et encore grâce à la fraude habituelle dans l'Outre-Mer. De plus, ce bloc est divisé entre gaullistes et giscardiens.

" l'arrivée des baby-boomers à l'université, alors que celle-ci n'a pas été préparée pour les accueillir, d'où le plan Fouchet de sélection.

" enfin, les premières vagues de licenciement et un ralentissement de la croissance économique, liées notamment à la concurrence ouverte dans l'espace du Marché Commun, bien qu'il ne concernait alors que six pays (les trois du Bénélux, France, Allemagne et Italie). D'où une augmentation du nombre de chômeurs.

Ces facteurs font qu'il existait en 1968 une volonté politique répandue parmi les jeunes et les travailleurs d'en découdre avec le régime et son monde d'exploitation. Sans cette volonté politique, quelle que soit l'ampleur de la réaction contre la répression des étudiants, la journée de grève du 13 mai n'aurait pas abouti au décollage des grèves, à la grève générale, et à un mouvement de remise en cause radicale du capitalisme.

Par définition, l'histoire ne se répète pas. Mais avons nous une sorte d'« alignement des planètes » susceptible de d'enflammer la plaine ? Sans prétendre répondre définitivement, on peut au moins retenir et discuter de la portée des facteurs suivants, tous très différents de ceux signalés plus haut :

" l'explosion indécente des inégalités. La concurrence entre capitaux, bien plus féroce 50 ans plus tard, dans le cadre de la globalisation des échanges de biens, services et capitaux, et de la financiarisation, engendre, pour que chaque territoire conserve sa compétitivité, une maximisation du profit et un accroissement vertigineux des inégalités. Pire dans le cas français, du fait des résistances des travailleurs, ces inégalités ne sont pas aussi importantes que dans la plupart des autres pays, mais la fonction assignée au macronisme

par la bourgeoisie française est justement de rattraper ce retard. Il va vite et fort. Les résistances ne se développent pas au même rythme, du fait des manoeuvres des bureaucraties syndicales et politiques, mais avancent.

" un taux de chômage très élevé. Le macronisme, accélération des politiques menées depuis 10 ans, entend faire reculer le taux de chômage par un taux d'exploitation plus élevé, donc des profits et des investissements plus élevés. Mais cela ne fait qu'augmenter le nombre de travailleurs pauvres, l'explosion des inégalités déjà mentionnée, et le rejet du capitalisme.

" la prise de conscience que la dynamique d'accumulation capitaliste détruit la planète et les conditions d'existence, et même de survie, des générations à venir. Là aussi, le retard est patent. Mais il suffira d'une catastrophe « naturelle », à court ou moyen terme, provoquée par cette accumulation, pour que cette conscience fasse un bond spectaculaire, en un temps très bref. Les occasions ne manqueront malheureusement pas.

" l'expérience des révolutions arabes, des mouvements Occupy, Siriza, Podemos... qu'il faut dépasser.

" face aux attaques de Macron, une explosion des luttes défensives qui parfois gagnent même si c'est dans le cadre d'un recul général (100 grèves victorieuses sur les 8 derniers mois). Depuis deux ans et demi (mars 2016) des tentatives répétées de faire face aux attaques de Macron par des journées d'action parfois bien suivies ou par des grèves à détermination certaine, dans des secteurs économiquement ou politiquement marginaux (nettoyage, hôtellerie, Ehpad...) mais aussi des secteurs importants (cheminots, électriciens et gaziers, postiers, hospitaliers...), où, peu à peu, se construit pour bien des militants, par delà les frontières organisationnelles, une "compréhension commune de la période" et des "tâches à y mener" (définition de ce qu'est un parti pour L. Trotsky dans le programme de transition).

" un mouvement de jeunes étudiants et lycéens contre la sélection, le projet d'une société "élitiste" de Macron qui politise à toute vitesse toute une fraction de la jeunesse scolarisée en lui faisant perdre les illusions sur « l'ascenseur social ».

" une détermination à faire face à la répression policière violente et aux exactions des groupes fascistes qui n'ébranle pas le mouvement et fait tomber les illusions sur la démocratie bourgeoise, ou la dictature des patrons.

" un mouvement qui va durer encore longtemps dans une espèce de grève générale rampante au vu des attaques qui continuent et au vu que la classe ouvrière n'est pas brisée ; une durée longue qui permet une accumulation d'expériences, de création de réseaux militants de la grève générale, comme le Front Social, et donnera probablement des occasions de construire les convergences et les outils politiques pour leur permettre d'aboutir.

Evidemment, personne ne peut prédire, pas plus en 2018 qu'en 1968, quand les conditions d'une explosion seront réunies. Mais la volonté politique d'en découdre s'accumule bien.